



8 LA QUESTION

Santé en milieu rural

Comment **RENFORCER** la **PRÉVENTION** ?

2 LE PORTRAIT

Florine Malherbe
L'accordéon chevillé
au corps et au cœur

16 DÉCRYPTAGE

Un magazine de A à Z
La fabrique
de l'information

20 TERRITOIRES

Partager le modèle MSA
Un régime agricole
pour le Cambodge



“ Le Covid a été une cassure pour le monde de la musette, mais celui-ci connaît un beau renouveau. Je vois de plus en plus de jeunes qui apprennent l'accordéon et d'autres qui viennent danser, s'amuser lors des concerts. ”


 Florine Malherbe

L'ACCORDÉON CHEVILLÉ AU CORPS ET AU CŒUR

Du haut de ses 20 ans, Florine Malherbe est une virtuose de l'accordéon. Nouveau visage éminent de cet instrument populaire à l'écho indémodable, la musicienne parcourt les routes de France, de salles des fêtes en guinguettes, de thés dansants en musettes. Son vœu : apporter de la joie dans nos campagnes.

Après avoir appris les bases du solfège, elle donne rapidement ses premiers concerts. « Ça m'a permis de progresser plus vite, aux côtés d'autres accordéonistes aguerris. Ce qui m'a surtout plu et donné l'envie de continuer, c'est l'ambiance de la scène, les rencontres et les voyages. » L'année 2017 sera une consécration pour elle avec une participation au Trophée mondial de l'accordéon (45 nationalités et 180 participants), organisé pour la première fois en France, à Onet-le-Château, dans l'Aveyron. Depuis, le calendrier des spectacles de la jeune prodige se remplit presto et sa notoriété ne cesse d'enfler.

Non, l'accordéon n'est pas mort – au contraire – car il swingue encore. Parfois relégué au rang d'instrument du passé et associé aux noms d'Yvette Horner, Michel Pruvot ou Marcel Azzola (acolyte de Jacques Brel), le piano à bretelles séduit à nouveau de nombreux artistes, dans tous les répertoires musicaux. C'est le cas de Florine Malherbe qui en a fait son compagnon de route.

Accordéon, nouvelle génération

« Le Covid a été une cassure pour le monde de la musette, mais ce dernier connaît un beau renouveau. Je vois de plus en plus de jeunes qui apprennent l'instrument et d'autres qui viennent danser et s'amuser lors des concerts. » Incarnant cette nouvelle génération d'amateurs d'accordéon, symbole de la fête, la Ligérienne sillonne les régions à la rencontre de son public, allant jusqu'à donner le « La » dans d'autres pays d'Europe. « Je me produis chaque week-end, parfois même du jeudi au dimanche. Depuis quelque temps, je joue avec mon compagnon Diego Gatte, accordéoniste également. Nous gérons les contrats et les trajets en autonomie. C'est un quotidien prenant mais galvanisant. Nous en vivons. » Au point de mettre ses études de côté et de se consacrer pleinement à cette aventure itinérante qui les mène dans les territoires ruraux. Ne mâchant pas ses mots et envoyant valser les a priori, Florine Malherbe défend sa passion. « Au lycée, j'avais un peu honte de parler d'accordéon. Il peut être perçu comme étant ringard par certains, mais il est loin d'être démodé et je suis très fière d'en jouer ! » L'été qui débute en musique le 21 juin promet d'être chargé pour la mélomane avec des dates prévues, entre autres, aux Nuits de Nacre de Tulle en Corrèze le 30 juin, à Dommartin-lès-Remiremont dans les Vosges le 3 août ou encore à Voulême dans la Vienne le 14 août. Et pour 2025, Florine et Diego ont l'ambition de monter un orchestre. De quoi tenir la note encore longtemps.

Jeune prodige

Il souffle et ventile littéralement dans ses veines. L'accordéon fait partie de la vie de Florine Malherbe. « Petite, j'allais au bal avec ma grand-mère pour l'accompagner. Ce sont les plus lointains souvenirs que j'ai au son de l'accordéon. J'aimais déjà voir les gens danser. » Celle qui vit aujourd'hui à Trelins, commune de la Loire de 648 habitants, joue ses premières notes à l'âge de 9 ans. « Musicalement, c'est très complet car on utilise les deux mains, à la fois pour jouer et gérer le soufflet, tout en suivant un rythme. » Un maniement lourd et physique qui ne décourage pas pour autant la jeune musicienne.

DATES-CLÉS

- 2012-2013** À 9 ans, elle joue ses premiers accords d'accordéon.
- 2015** La surdouée anime des thés dansants durant les week-ends.
- 2017** Participation au Trophée mondial de l'accordéon organisé en France.
- 2025** La musicienne souhaite monter un orchestre avec son compagnon.

Simon Playoult

En une :

Louise Benoit est coordinatrice du programme « Tout sourire ! » à la MSA Lorraine (lire page 14).

2 LE PORTRAIT

Florine Malherbe
L'accordéon chevillé
au cœur et au corps

5 L'ESSENTIEL

L'actu des régions et de l'institution

8 LA QUESTION

Santé en milieu rural
Comment renforcer la prévention ?

16 DÉCRYPTAGE

Un journal de A à Z
La fabrique de l'information

18 TERRITOIRES

- › **Période des moissons**
SOS busards en détresse
- › **Partager le modèle MSA**
Un régime agricole
pour le Cambodge
- › **Julie Lemettais**
Déléguee aux doigts de fée

24 MIEUX-VIVRE

- › **#TerreMaVie**
Le forum des métiers du
vivant d'Île-de-France
- › **Réseaux sociaux**
Être à sa place dans la classe

28 LA BONNE NOUVELLE

Une loi qui a du chien
Accueillis à pattes ouvertes

ÉDITORIAL

Engagements
INSPIRANTS

La MSA et le monde agricole sont en deuil. Jean-Noël Mathé, premier vice-président de la MSA Loire-Atlantique – Vendée, et Dominique Fieschi, qui présidait la MSA de la Corse depuis 2015, sont décédés à quelques semaines d'intervalle. À leurs familles, aux administrateurs, délégués et aux salariés de ces deux caisses, nous présentons nos condoléances. Leur engagement exemplaire, tant du côté des élus du collège des salariés que de celui des exploitants et des employeurs, témoigne de leur dévouement envers le monde agricole et rural. Leur action continuera à inspirer et à guider les futures générations d'élus et de salariés de la MSA.

Aujourd'hui, nous regardons vers l'horizon le cœur lourd mais aussi avec optimisme, conscients que l'engagement des 13 760 élus bénévoles, des salariés de la MSA et de notre offre de services sur les territoires (210 associations) a un impact direct sur l'amélioration de la vie de nos adhérents et des territoires qu'ils cultivent. Cette vision inspirante culminera le 25 juin, lors de l'assemblée générale de la caisse centrale de la MSA, délocalisée cette année à Lille. Elle sera l'occasion de présenter le plan stratégique de notre institution à l'horizon 2030.

Elle a lieu à un moment crucial pour l'avenir du monde agricole. La récente crise a mis en lumière de manière aiguë les défis urgents auxquels nos adhérents sont confrontés, en particulier le poids des démarches administratives. Nous entendons leurs voix, leurs frustrations, et nous nous engageons résolument à transformer ces défis en opportunités, en adoptant et en proposant des mesures de simplification, de décomplexification et d'allègement.

Lors du dernier Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire, des mesures concrètes ont été présentées, des chantiers lancés et des pistes de simplification évoquées. Qu'il s'agisse d'assouplir les obligations pesant sur certaines filières, d'améliorer la relation avec les usagers au niveau local, ou encore de décentraliser certaines décisions au niveau départemental, chaque pas vers la simplification administrative est un pas vers un avenir agricole qui permet aux actifs, qu'ils soient non-salariés ou salariés, de se concentrer sur leur métier : contribuer à nourrir la population française et le monde et à faire vivre les territoires.



*Jean-François Fruttero,
président de la MSA.*

Le Bimsa n°240 | Juin 2024

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole – 19, rue de Paris – CS 50070 – 93013 Bobigny Cedex – Tél. : 01 41 63 77 77 – www.msa.fr – Le Bimsa : dépôt légal à parution – CPPAP : 1026M 05851 – ISSN : 1298-9401 – Directeur de la publication : Anne-Laure Torrèsin – Comité d'orientation : Jean-François Fruttero ; Philippe Moïnard ; Annie Aublanc ; Didier Cuniac ; Sabine Delbosco-Naudan ; Thierry Girard ; Régis Jacobé ; Bernard Simon – Rédacteur en chef : Alexandre Roger – Rédacteur en chef adjoint : Franck Rozé – Rédacteurs : Frédéric Fromentin ; Coline Lucas ; Marie Molinaro ; Simon Playoult ; Fatima Souab – Maquettiste : Delphine Levasseur – Conception : Christine Brianchon – Administration et abonnements : tél. : 01 41 63 73 31 – Abonnement 1 an : 11,60 € – Imprimeur : Riccobono Imprimeurs – Papier issu de forêts gérées durablement. Imprimé en France ■ ■ ■, sans sécheur, sans eau et sans chimie sur du papier recyclé et labellisé – www.riccobono-imprimeurs.com – Couverture : © Marie Molinaro/Le Bimsa – Éditorial : © Julien Froment/CCMSA Image



La reproduction d'articles du Bimsa est subordonnée à une autorisation préalable.





SOMME

Prévenir le cancer autrement



Le coffre d'Hygiène a été présenté pour la première fois au grand public le 9 avril à la clinique Sainte-Isabelle d'Abbeville, dans la Somme, lors d'un forum santé.

En France, près de 356 109⁽¹⁾ personnes reçoivent un diagnostic de cancer chaque année. La région Hauts-de-France, avec 32 661⁽¹⁾ nouveaux cas annuels, est particulièrement touchée. Pourtant, près de la moitié d'entre eux pourrait être évitée par des changements de comportements et une réduction de l'exposition aux facteurs de risque.

Pour faire évoluer les mentalités, la MSA de Picardie a imaginé une animation ludique, pour tous les âges, visant à aborder la prévention des cancers. Elle a pour nom le coffre d'Hygiène. L'histoire commence

avec Amissa, un petit robot extraterrestre cherchant à comprendre la vie sur Terre. Les participants doivent résoudre six énigmes liées à des thèmes comme l'alimentation, les addictions, l'environnement, l'activité physique et la prédisposition héréditaire. Ces activités, basées sur le principe de la boîte mystère, permettent d'apprendre de manière interactive et engageante.

Le jeu, favorisant l'apprentissage actif, aide les participants à mieux retenir les messages de prévention.

(1) Source : chiffres 2018, agence régionale de santé Hauts-de-France.

EUROPE

Communes rurales : la recherche de financements facilitée

La Commission européenne a récemment dévoilé le *rural toolkit*, un guide interactif conçu pour faciliter l'accès aux divers programmes de financement de l'Union européenne pour les zones rurales. Le *rural toolkit* offre aux porteurs de projets les connaissances et les ressources nécessaires pour concrétiser leurs initiatives locales.

Cet outil innovant centralise les

opportunités de financement provenant de 26 fonds européens, tels que le Fonds européen de développement régional, Life et Erasmus +. En quelques clics, collectivités locales, entreprises, associations et particuliers peuvent identifier les options adaptées à leurs besoins.

En savoir plus : france.representation.ec.europa.eu



FRANCE ENTIÈRE

P'tits ateliers nutritifs

La MSA invite tous les parents d'enfants de moins de trois ans ainsi que les futurs parents, sans condition d'affiliation, à s'inscrire aux P'tits ateliers nutritifs. Gratuits, ils s'adaptent à tous les emplois du temps. Jusqu'à la fin du mois de juin, la MSA propose de nouvelles dates, avec trois sessions par semaine, en soirée et le week-end. D'une durée de 1 h 30, ces ateliers fournissent des réponses concrètes, des astuces et des conseils pratiques autour de trois thèmes : l'équilibre alimentaire, la diversification alimentaire et les « bons achats » pour bébé. Animés par des professionnels formés par la MSA, ils aident les parents à acquérir les bons réflexes pour l'alimentation de leurs enfants dès le plus jeune âge.



Plus d'infos sur
msa.fr/lfp/petits-ateliers-nutritifs

En chiffre

2 €

c'est le nouveau montant de la participation forfaitaire du patient sur chaque consultation médicale, examen radiologique ou analyse biologique, non remboursé par la MSA ni par la complémentaire santé depuis le 15 mai.

EUROPE

Les Sentinelles à l'honneur



Mohammed Azman, président de l'Association internationale de sécurité sociale (AISS), et Thierry Manten, premier vice-président de la Caisse centrale de la MSA (CCMSA).

Lors du forum de l'Association internationale de sécurité sociale (AISS), qui s'est tenu à Porto du 16 au 19 avril, la MSA s'est illustrée en remportant quatre « Certificats du mérite ». L'accent a été mis sur l'écoute utilisateur à la Fabrique digitale innovante, le *knowledge management* pour une organisation apprenante, le renforcement du *front office* de sécurité sociale dans les territoires et la mise en place de Sentinelles. Lors des tables rondes qui ont suivi, Thierry Manten, premier vice-président de la Caisse centrale

de la MSA (CCMSA), a notamment abordé le concept de *front office* renforcé de sécurité sociale au cœur des territoires, tandis que Martini Hagiestratiou de Solidarité Mutualité (mutuelle belge qui dispose d'une délégation de gestion de l'assurance maladie obligatoire) et Ghislaine Rosay, responsable des relations internationales à la CCMSA, ont présenté le dispositif des Sentinelles. Cette initiative a en effet été développée par chacun de ces deux organismes pour répondre aux mêmes enjeux : la lutte contre le mal-être de leurs assurés respectifs. En tout, 119 bonnes pratiques ont été soumises par 41 institutions membres de l'AISS, représentant 26 pays européens.



HAUTE-SAÔNE

Rando-fermes



À Autrey-lès-Cerre, un apiculteur passionné a capté l'attention du public avec une présentation détaillée de la vie des abeilles et les défis auxquels il fait face, notamment les menaces pesant sur ses ruches.

Une première édition réussie de la rando-fermes, organisée par la MSA de Franche-Comté et la Chambre d'agriculture de Haute-Saône, a eu lieu le dimanche 5 mai. 120 amateurs de marche se sont donné rendez-vous à Liévans pour une journée de découverte au cœur des activités agricoles locales.

Les participants ont parcouru 10 kilomètres, ponctués de cinq arrêts thématiques mettant en lumière la diversité de l'agriculture régionale. Dès le départ, les marcheurs

sont chaleureusement accueillis par deux frères agriculteurs qui leur font découvrir les secrets de la production de gruyère de France IGP fermier, une spécialité de leur Gaec.

Après cette première immersion, le groupe poursuit sa route vers la ferme d'un céréalier. Ce dernier partage son savoir-faire et les spécificités de ses cultures : colza, blé et maïs.

À Autrey-lès-Cerre, un apiculteur passionné les captive avec une présentation détaillée de la vie des abeilles et des défis auxquels il fait face, notamment les menaces pesant sur ses ruches.

L'après-midi, le circuit les conduit vers deux exploitations voisines gérées par des femmes. Une éleveuse de brebis explique la production de fromages et de yaourts. Une maraîchère bio présente son organisation quotidienne, jonglant entre son travail, l'éducation de ses enfants et son engagement associatif.

Les randonneurs, pour la plupart non-initiés au monde rural, sont repartis enchantés par cette expérience enrichissante. Fort de ce succès, un nouveau rendez-vous est déjà prévu pour l'automne, promettant de nouvelles découvertes dans un autre secteur du département.

199 169

C'est le nombre de personnes au régime agricole bénéficiant de la complémentaire santé solidaire en métropole à la fin du 1^{er} semestre 2023.

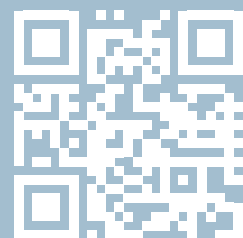
Les effectifs augmentent de 4,4% en un an.

ELUSTERRITOIRES.MSA.FR

ÉLUS MSA ENGAGÉS SUR NOS TERRITOIRES



Pour découvrir leurs actions, flashez le code





FRANCE ENTIÈRE

Éducation au bien-manger



© Gilles Arroyo/CCMSA Image

Les Journées nationales de l'agriculture sont portées par la thématique de l'éducation à l'alimentation.

Les 7, 8 et 9 juin, partout en France, se tiendra la 4^e édition des Journées nationales de l'agriculture (JNagri). Cette manifestation est devenue le rendez-vous privilégié et incontournable d'échanges entre le public et l'ensemble des professionnels agricoles. Des exploitations familiales aux industries agroalimentaires, en passant par les établissements d'enseignement, de recherche et les sites patrimoniaux, c'est l'ensemble des acteurs du monde agricole qui invitera les Français à un moment de partage.

Le pari de ces journées est de renforcer le lien entre les citoyens, urbains comme ruraux, et le monde agricole afin de mieux se connaître et débattre de l'avenir de l'agriculture, de ses enjeux environnementaux et de son importance dans leur quotidien. Depuis leur création, les JNagri, coorganisées par #agridemain et Make.org Foundation et soutenues par la MSA, connaissent un succès croissant auprès du grand public comme des professionnels. Cette année, près de 1 000 événements seront proposés. L'édition 2024, parrainée par Nicolas Chabanne, fondateur de « C'est qui le Patron ! », sera portée par la thématique de l'éducation à l'alimentation.

Pour en savoir plus :
journeesagriculture.fr



LOZÈRE

Sécurité au volant de son tracteur

C'est le lundi 6 mai, jour de la Sainte-Prudence, qu'a officiellement démarré la campagne tracteurs 2024 en Lozère, précisément à Saint-Germain-du-Teil. L'événement a rassemblé de nombreux agriculteurs, malgré une météo peu clémente.

À cette occasion, Sophie Mercey, conseillère en prévention des risques professionnels à la MSA du Languedoc, et un vérificateur de tracteurs étaient accompagnés des élus bénévoles du secteur pour sensibiliser au danger de la conduite d'un tracteur. Les actifs agricoles se sont vu offrir des éléments de sécurité utilisables au quotidien : bandes réfléchissantes, trousse de secours, lampe de sécurité pour remorque et un autocollant de limitation de vitesse à 25 km/h. La présence d'élus a permis, grâce à leur

proximité et au fait d'être reconnus sur leur territoire, d'accueillir presque tous les agriculteurs de passage.

Deux autres étapes ont eu lieu à Mende le 22 mai et à Aumont-Aubrac le 28 mai.



© MSA du Languedoc

Ce point de rencontre est non seulement un lieu de sensibilisation, mais également une opportunité pour les agriculteurs de déposer leurs déchets plastiques.

AGENDA



France entière

Journées nationales de l'agriculture

→ du 7 au 9 juin

Partout en France, des visites libres ou commentées d'exploitations agricoles, de sites d'expérimentations, d'entreprises agroalimentaires ou d'usines de fournitures agricoles, de sensibilisation à l'environnement et au travail de la terre, des tables rondes autour des enjeux de l'agriculture de demain ainsi que des dégustations des produits de la ferme sont proposées au public (lire ci-contre).

» journeesagriculture.fr

France entière

Les nuits des forêts

→ du 7 au 16 juin



Les nuits des forêts reviennent pour une 5^e édition, dans 200 forêts partout en France ! Pensées comme une invitation à (re)découvrir la forêt proche de chez soi, les nuits des forêts œuvrent à sensibiliser les citoyens à leur importance. Pendant 10 jours, le festival permet d'aller à la rencontre de celles et ceux qui contribuent à leur entretien et leur protection, et de se reconnecter à la nature de manière sensible à l'occasion de spectacles, expositions et autres expériences atypiques et immersives, de jour comme de nuit.

» nuitsdesforets.com

Ondes (Haute-Garonne)

Salon Innov-agri

→ du 4 au 5 septembre

Le salon en plein air, dédié à l'ensemble des productions végétales en grandes cultures, est de retour sur les terres du lycée agricole d'Ondes, à 20 km au nord de Toulouse.

» innovagri.com

Question

LA QUESTION



Santé en milieu rural

Comment

RENFORCER

la **PRÉVENTION** ?

La MSA met en place et réalise de nombreuses actions dans les territoires ruraux pour encourager l'évolution des comportements de ses adhérents et améliorer leur santé. Si des initiatives de prévention sont déployées à toutes les étapes de la vie, ces dispositifs ciblent particulièrement les personnes les plus fragiles ou en situation de précarité, les jeunes comme les seniors et celles qui consomment peu de soins.



La prévention dès LE PREMIER KILOMÈTRE

Les 24 et 25 avril derniers, la MSA a organisé à Paris les premières journées de la prévention, en présence de son réseau de 35 caisses et de ses partenaires. L'occasion de mettre en lumière la prévention et la promotion de la santé que l'institution met en œuvre dans les programmes et les actions qu'elle déploie dans les territoires ruraux, prioritairement à destination des populations agricoles.

« **L**e moment de la prévention est-il enfin venu ? » Avec cette question, Rodolphe Dumoulin, le directeur adjoint à la direction déléguée aux politiques sociales de la CCMSA, plante le décor. Le nouveau rôle que s'approprie à jouer la prévention dans la politique de santé et le système de soin du pays vaut reconnaissance pour les professionnels médicosociaux de la MSA. Cette approche est la base de leur action puisqu'ils s'activent depuis des décennies à l'appliquer partout en France afin de veiller à la santé et au bien-être des populations agricoles et des territoires ruraux.

Deux premières mesures, les rendez-vous de prévention à différents âges clés de la vie et le dépistage des cancers, votées dans la Loi

de financement de la Sécurité sociale (LFSS) de 2024, en consacrant déjà le principe. La réforme des bilans prévention, prévue pour septembre prochain, et la stratégie nationale de santé 2023-2033, officialisée dans les prochains mois, confirment le virage préventif.

Appréhension globale de la personne

L'action menée auprès des populations les plus fragiles et les plus isolées en milieu rural est inscrite dans l'ADN même du régime agricole. Du fait de son guichet unique, qui traite de tous les aspects de la vie des adhérents et de son ancrage en milieu rural, la MSA a développé une approche globale de la personne qu'elle met au service de sa stratégie de santé.

Cette vision est à l'origine des dispositifs déployés dans les territoires (voir page 11). Instants santé, Cap bien-être, Mémo santé enfant, Déclat, Prévention du mal-être agricole, atelier Phare visant à prévenir les addictions, Forfait diététicien et psychologue, etc. mettent en œuvre à chaque fois la même dynamique : « *l'universalisme proportionné* », du sur-mesure exercé dans un objectif de résultat. Dans un territoire donné, un programme va être à chaque fois déployé en apportant à la personne un

Particularités du monde agricole

Avec trois ans d'espérance de vie de plus que la population générale, les agriculteurs ont en moyenne une meilleure santé, dévoile Jean de Kervasdoué, économiste de la santé, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), ancien directeur des hôpitaux. Ils sont aussi moins exposés aux problèmes d'obésité. L'activité physique alliée à une alimentation qui fait la part belle aux traditions culinaires, encore vivaces en milieu rural, leur permettent d'éviter ce fléau. « *Les agriculteurs connaissent beaucoup mieux la nutrition que*

99,9 % des médecins », soutient Jean de Kervasdoué, également agronome. Le principal risque encouru par la population agricole est le taux de suicide encore trop élevé : il est le double de la population générale. « *C'est 35 pour 100 000 contre 16 pour 100 000* », déplore le spécialiste. À ce phénomène s'ajoutent « *les accidents de tracteurs, de remorques, dans les silos à grains* ».

Autre spécificité, les questions de l'accès aux soins et « *de la prévention au sens de dépistage* ». À l'en croire, il s'agit du principal problème en milieu rural.



De gauche à droite, Jean-Baptiste Maillard, directeur général du think tank AgriDées, Jean de Kervasdoué, économiste de la santé, ancien directeur des hôpitaux, Rodolphe Dumoulin, directeur-adjoint à la direction déléguée aux politiques sociales de la MSA, Dr Marine Jean-Baptiste, conseillère en prévention et santé publique auprès du directeur général de la santé.

de l'action sanitaire et sociale, de la prévention, de l'organisation des soins, de la santé-sécurité au travail et de l'offre de services. « L'approche pluridisciplinaire et transversale, assure-t-il, est bien réelle et efficace au vu des actions probantes menées au bénéfice de nos adhérents et, au-delà, de la population des territoires ruraux et de la santé publique. La réduction des inégalités sociales et territoriales d'accès à la prévention doit être le moteur de notre engagement au même titre que l'accès aux soins. » Ce savoir-faire place la MSA en situation de jouer un rôle de laboratoire de solutions de prévention au service des enjeux de santé nationaux. Les deux journées riches en tables rondes et en ateliers montrent que l'institution en a les compétences.

Fatima Souab

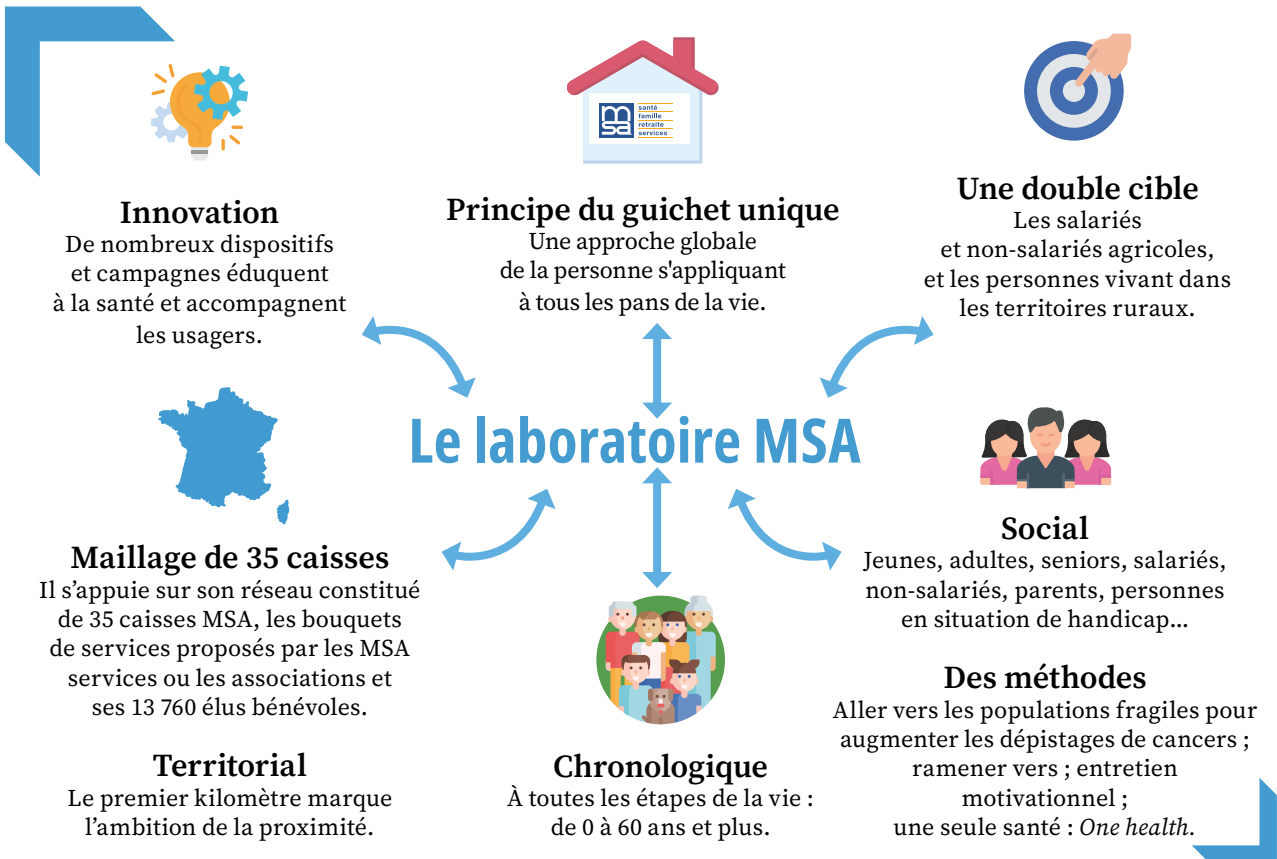
En chiffres

60 % « C'est le pourcentage de la population des États-Unis en surpoids, 30 % est obèse, contre respectivement 30 % et 15 % en France », signale Jean de Kervasdoué, économiste de la santé.

80 ans C'est l'espérance de vie moyenne des hommes en France. Elle est de 85,7 ans pour les femmes. (source Insee, le 1^{er} janvier 2024)

» accompagnement qui prend en compte la spécificité de sa situation, sa localisation et son environnement. « La prévention du mal-être agricole illustre bien la méthode de l'appréhension globale de la personne », rappelle Rodolphe Dumoulin.

Ces solutions de prévention du premier kilomètre sont aussi le résultat d'un travail d'équipes qui mobilise une pluralité d'expertises, précise le Dr Philippe Labatut, directeur du contrôle médical de la gestion du risque et de l'organisation des soins : celles des services de contrôles médicaux,



Dispositifs de prévention

À TOUTES LES ÉTAPES DE LA VIE

Grossesse, petite enfance, enfance, jeunes, adultes et seniors. La MSA conçoit et met en œuvre de nombreuses actions dans les territoires ruraux pour faire évoluer les comportements de ses adhérents à chaque étape de la vie. L'objectif est de les amener à devenir acteurs de leur santé.



Plus d'infos sur
msa.fr

MATERNITÉ/ENFANCE (0-15 ANS)



- › Examens buccodentaires de la mère en période post-natale
- › Examens buccodentaires à 3, 6, 9, 12 et 15 ans (4, 7, 10 et 13 ans pour les sous-consomphants de soins dentaires)
- › Incitation à la vaccination antigrippale de la femme enceinte
- › Vaccination rougeole, oreillons et rubéole (ROR) des enfants de 19 mois non-vaccinés
- › Les P'tits ateliers nutritifs ([pour s'inscrire : msa.fr/lfp/petits-ateliers-nutritifs](https://msa.fr/lfp/petits-ateliers-nutritifs))
- › Mémo santé enfant ([pour s'inscrire : memo-sante-enfant.fr/home](https://memo-sante-enfant.fr/home))

JEUNESSE (16-24 ANS)



- › Quatre examens buccodentaires à 16, 18, 21 et 24 ans
- › Vaccination rougeole, oreillons et rubéole (ROR) pour les jeunes de moins de 18 ans
- › Mon Bilan prévention pour les 20-25 ans
- › Les instants santé jeunes
- › « Tout sourire ! » (sensibilisation buccodentaire pour les personnes en situation de handicap) ([lire en page 14](#))
- › Déclic Stop tabac (sensibilisation et accompagnement à l'arrêt du tabac)
- › Nutri'déclic (consultation diététique)

ADULTES (24-60 ANS)



- › Dépistages organisés du cancer du sein, du col de l'utérus et colorectal
- › Entretiens motivationnels par téléphone aux dépistages organisés
- › Mon Bilan prévention pour les 40-45 ans
- › Les Instants aidants
- › Instants santé ([lire en pages 12 et 13](#))
- › « Tout sourire ! » ([lire en page 14](#))
- › Déclic Stop tabac (sensibilisation et accompagnement à l'arrêt du tabac)
- › Nutri'déclic (consultation diététique)
- › Déclic (accompagnement santé/social pour les personnes en situation de précarité)
- › Incitation à la vaccination antigrippale de la femme enceinte

SENIORS (+ DE 60 ANS)



- › Dépistage organisé du cancer du sein, cancer du col de l'utérus et du cancer colorectal
- › Incitation à la vaccination antigrippale
- › Entretiens motivationnels par téléphone aux dépistages organisés
- › Mon Bilan prévention pour les 60-65 et 70-75 ans
- › Les instants aidants (accompagnement individualisé)
- › Instants santé ([lire en pages 12 et 13](#))
- › Examens buccodentaires (action spécifique pour les personnes de 60 ans sous-consommandes de soins dentaires)
- › Lantichute (pour les personnes en perte d'autonomie). [Plus d'infos : msa.fr/lfp/lantichute](https://msa.fr/lfp/lantichute)
- › Ateliers collectifs : Phare, Vitalité, Cap bien-être (gestion des émotions et du stress), Nutri'Activ, Peps-Eurêkâ, Pac Résident (stimulation cognitive), Équilibre, Nutrition santé seniors



1



Bilan de santé

PRENDRE SOIN DE SOI, EN UN INSTANT

Avec les Instants santé, la MSA vient à la rencontre des personnes éloignées des cabinets médicaux et leur propose de bénéficier d'un bilan personnalisé et gratuit réalisé par des professionnels de santé. Démonstration lors d'une matinée d'accueil à Pézenas, dans l'Hérault.

A quelques encablures de l'étang de Thau, les premiers rayons du soleil percent les coteaux héraultais, allongeant les ombres des plantations jusqu'à l'horizon. En cette fin avril, c'est à 8 heures tapantes que débutent les consultations des Instants santé dans la commune de Pézenas. Les patients, qui arrivent au compte-gouttes, ont rendez-vous au lycée agri-

cole Bonne-Terre, niché au milieu des arbres fruitiers et des vignes. C'est ce lieu symbolique, à proximité directe des exploitations, qu'a choisi la MSA du Languedoc pour recevoir le public. Le principe est simple : accueillir des adhérents qui ne se rendent pas régulièrement chez le médecin et souhaitent faire un point global sur leur santé.

Écouter et conseiller

En Languedoc, la MSA déploie le programme dans différents cantons tout au long de l'année. « Par téléphone, nos équipes contactent au préalable des assurés n'ayant pas eu recours à la médecine générale depuis environ deux ans pour leur proposer de participer au dispositif, indique Sabrina Mekeddem, chargée de mission

au pôle accès à la santé⁽¹⁾. S'ils sont d'accord, un questionnaire leur est envoyé afin de préparer leur venue. » Grâce aux réponses, les professionnels de santé peuvent adapter les consultations aux besoins des patients, comme l'explique Fabrice-Jérôme Leberon, infirmier libéral clinicien, exerçant ce jour-là : « Les réponses nous permettent de personnaliser les entretiens, de donner des conseils ciblés et d'aborder les sujets liés à la vaccination, aux dépistages, au sommeil, à l'alimentation, à la consommation d'alcool ou de tabac... »

Après un temps d'échange, la visite se poursuit avec les examens biologiques (prélèvements sanguins, analyses d'urine) et la prise de mesures (poids, taille, tension artérielle). « Les résultats peuvent confirmer ce que la discussion initiale a laissé présager : problèmes cardiaques, respiratoires ou dentaires, surpoids, diabète, faiblesses éventuelles ou Covid long », souligne Nathalie Bigeon, infirmière participant également aux Instants santé. En parallèle, Charlène Harmand, diététicienne, accueille les ressortissants autour d'une collation et informe sur les comportements favorables à adopter pour une bonne alimentation et une pratique adaptée de l'activité physique. « Les habitudes alimentaires sont des critères qui peuvent en dire long sur certaines pathologies, tant physiques que psychologiques, d'un individu ou d'une famille, assure-t-elle. Je partage des astuces et des recettes au fil du dialogue. »

En chiffre

27 226

personnes ont bénéficié d'un entretien réalisé par un infirmier ou une infirmière dans le cadre des Instants santé en 2023.



2



3

1 La première étape des Instants santé consiste en un échange informel entre le patient et le professionnel de santé. Des examens sont réalisés dans un second temps, ici par Fabrice-Jérôme Leberon, infirmier libéral.

2 Nathalie Bigeon, infirmière, effectue une prise de sang.

3 Charlene Harmand, diététicienne, accueille dans un troisième temps les ressortissants qui sont arrivés à jeun autour d'une collation, et échange avec eux sur leurs habitudes alimentaires.

Dans la salle d'attente, les patients – de 25 à 74 ans – se croisent et se parlent volontiers. Ils sont 20 à prendre part à ce rendez-vous ce 24 avril. La plupart travaille dans le milieu agricole et rural. Des points communs fédérateurs mais qui riment aussi avec rythmes intenses, saisonnalité, stress, horaires décalés et tâches physiques. « Les personnes que nous recevons – beaucoup d'aides à domicile, de viticulteurs-vignerons ou de salariés agricoles – n'ont généralement pas d'horaires de bureau classiques, rappelle Sabrina Mekeddem. Venir à leur rencontre avec nos équipes a du sens car ils peuvent ajuster leur planning et trouver un créneau pour prendre soin d'eux. »

C'est le cas de Peggy Boulade, viticultrice à Alignan-du-Vent. « Lorsque la MSA m'a appelée, j'ai réalisé qu'il y avait longtemps que je n'avais pas effectué un

examen médical complet, explique-t-elle. Les échanges ont été positifs, l'ensemble dure environ 20 minutes. »

« Par manque de temps, je ne me rends pas chez le médecin, témoigne Audrey Corcessin, mère de quatre enfants et auxiliaire de vie scolaire à Pézenas. Cette démarche est l'occasion pour moi de réaliser un bilan, qui plus est sur mon lieu de travail. La démarche est concrète et pratique. »

Identifier les situations de mal-être

Au-delà des aspects purement médicaux, les Instants santé constituent une action de prévention à part entière et tentent de répondre aux enjeux sociétaux. Ils sont le reflet de la désertification médicale qui frappe certains territoires ruraux ou de l'absence de liens sociaux qui peut toucher les individus isolés. « Nous sommes là pour écouter les personnes si elles souhaitent exprimer leurs angoisses et les épauler pour faire face aux difficultés sociales, familiales ou toute autre situation de mal-être », précise Fabrice-Jérôme Leberon. Tout en restant dans le respect de son autonomie, l'adhérent peut donc être orienté vers les services spécialisés de la MSA pour une prise en charge complémentaire ou des ateliers collectifs. Le dispositif est également un moyen d'alerter sur la perte d'autonomie (mémoire, audition, vue). À l'issue de leurs rendez-vous, tous les

participants sont invités à consulter plus assidûment un médecin. L'objectif est de faire réintégrer un parcours santé aux personnes qui s'en sont détournées. C'est là tout l'esprit de la démarche : petits soins, grand combat.

Simon Playoult

(1) Elle fait équipe avec Chantal Chevallier, experte, et Marion Méjard, chargée de mission.

Mon bilan prévention, un autre temps d'échange

Un nouveau dispositif national d'actions en faveur de la santé a été lancé au début de l'année 2024. Mon bilan prévention permet aux adhérents MSA qui en font la demande de bénéficier d'un rendez-vous, gratuit et sans avance de frais, avec un professionnel de santé. La consultation permettra de définir une ou plusieurs priorités sur lesquelles agir au quotidien en matière d'alimentation, d'activité physique, de sommeil ou de santé mentale.



Plus d'infos sur :
languedoc.msa.fr/lfp/mon-bilan-prevention



© Marie Molinaro/Le Bimsa

Destinée aux personnes en situation de handicap accueillies en établissement et service d'aide par le travail (Esat) ou en foyer d'hébergement, l'action nationale « Tout sourire ! » est tirée d'un dispositif mis en place dans le réseau Solidel.



Handicap et santé buccodentaire

Sourire pour TOUS

Après une expérimentation en 2022, la MSA lance l'opération « Tout sourire ! » en 2023. Gratuit et ouvert à tous, ce dispositif de prévention en santé buccodentaire s'adresse aux personnes en situation de handicap et aux professionnels qui les accompagnent en entreprise et en établissement médico-social. Exemple à Albestroff, en Moselle.

La dent peut-elle mourir ? C'est quoi la partie rose ? Comment nettoyer sa brosse à dent électrique ? Pourquoi faut-il aller chez le dentiste une fois par an ? Les questions des résidents de l'établissement public social et médico-social (EPSMS) du Saulnois, à Albestroff, fusent lors de l'atelier animé par Louise Benoit. La coor-

dinatrice du programme « Tout sourire ! » à la MSA Lorraine, l'une des trois caisses expérimentatrices, répond en faisant honneur au nom du dispositif et n'est pas en reste : « Y a-t-il du sucre caché dans certains aliments ? Combien de morceaux de sucres dans une canette de soda, dans le ketchup ? Savez-vous comment bien vous brosser les dents ? », interroge-t-elle en sortant mâchoire géante et brosse à dents XXL.

Pendant une heure, elle distille des conseils dans le but d'améliorer les bonnes pratiques d'un public touché par de multiples facteurs invalidants : faible dextérité, troubles cognitifs, traitements cariogènes (qui provoque la carie dentaire), santé buccodentaire souvent négligée, précarité, renoncement aux soins... « Nous accueillons des personnes en situation de handicap intellectuel et moteur qui ont des difficultés dans leur rapport au corps », confirme Sébastien Cézard, cadre socio-éducatif en charge du pôle hébergement à l'EPSMS du Saulnois. Ces accompagnements sont donc un peu complexes à mettre en œuvre. C'est intéressant d'avoir un regard extérieur, d'autant plus dans notre environnement très rural éloigné des villes, cela nous facilite les choses. »

Les bons gestes

L'accès aux soins peut également être entravé par des messages et des offres peu accessibles, un personnel soignant non formé, l'absence de techniques adaptées. « Nous rencontrons aussi le problème qu'ils n'expriment pas toujours bien et rapidement leur douleur », explique un éducateur. Peu de temps auparavant, Louise Benoit a échangé pendant deux heures avec cinq professionnels de l'établissement, première phase des ateliers que la MSA Lorraine a déployé en partenariat avec l'Association de santé d'éducation et de prévention sur les territoires (Asept). Lors de la présentation, ils partagent leur expérience : « Avant, ils ne se lavaient quasiment jamais les dents. Depuis quatre ans, l'établissement a commencé à mettre en place des choses. Nous n'avons plus de distributeurs de confiseries, on a réussi aussi à instaurer de meilleures habitudes comme le fait de boire de l'eau, de limiter le grignotage. On travaille avec un dentiste à proximité et nous aidons au brossage des dents ceux qui en ont le plus besoin. »

« Nous constatons des améliorations dans les structures participantes, notamment sur l'augmentation du nombre de consultations chez le dentiste, précise la coordinatrice. Certains conseils ont pu aider à réduire cette appréhension. »

« C'est un atelier ludique qui nous aide à sortir de nos habitudes, à évoluer, ajoute Camille Jarry, éducatrice à l'EPSMS du Saulnois depuis neuf ans. Cela nous donne des outils et des idées d'actions que l'on peut mettre en place afin de rappeler les bons gestes et ainsi minimiser les risques. C'est un bon complément sur les valeurs que nous essayons de leur transmettre au quotidien. »

Des valeurs et surtout une meilleure santé générale, car les maladies buccodentaires peuvent affecter le corps tout entier et la qualité de vie : douleurs, troubles et déséquilibres alimentaires, aggravation des pathologies générales, dégradation de l'estime de soi... « Et quand on a des belles dents, on peut draguer les filles ! », conclut Guillaume, résident-humoriste du jour.

Marie Molinaro



Prendre la route pour CONVAINCRE

Du 25 au 27 mars, la MSA de Corse et ses partenaires ont sillonné les routes de l'île de Beauté à bord d'un camping-car équipé d'une salle d'examen gynécologique. Leur mission : sensibiliser les populations éloignées des services de santé à l'importance du dépistage précoce des cancers du sein, colorectal et de l'utérus, ainsi qu'à la vaccination contre le papillomavirus humain (HPV).

Accompagnée d'un conseiller en prévention des risques professionnels et d'un confrère gynécologue, le Dr Carole Bertrand-Finance, médecin chef de la MSA, est allée à la rencontre des habitants des zones rurales et périurbaines. Le choix de la date ne doit rien au hasard car le mois de mars est dédié à la prévention et au dépistage du cancer colorectal. Bien qu'il soit la deuxième cause de mortalité par cancer dans le pays, il peut être guéri dans 9 cas sur 10 lorsqu'il est détecté précocement.

« Cette action, élargie à la prévention d'autres cancers, a été imaginée dans un contexte où les taux de dépistage demeurent trop faibles, en particulier en Corse, souligne-t-elle. En ce qui concerne le cancer colorectal, la Corse est avant-dernière du classement, juste derrière la Guadeloupe et devant la Guyane, (chiffres 2021-2022). Ce n'est pas beaucoup mieux pour le dépistage du cancer du col de l'utérus avec des chiffres bien en deçà de la moyenne nationale. » La mobilisation de la MSA de la Corse et de ses partenaires s'inscrit dans une volonté collective de lutter contre le non-recours aux soins mais aussi aux droits, et de favoriser une culture de prévention au sein de la population insulaire.

La tournée de prévention a traversé plusieurs communes de Corse, dont Péri, l'Île Rousse et Ghisonaccia, offrant un accès facilité aux informations et aux dispositifs de dépistage.

« Le dépistage consiste à rechercher une maladie. La prévention, c'est tout faire pour qu'elle n'apparaisse pas », souligne le Dr Sauveur Merlenghi, président de la Ligue contre le cancer de Corse du Sud, l'un des nombreux partenaires de l'opération. « Certaines d'entre elles nécessitent d'être détectées à un stade précoce pour éviter des traitements douloureux pour les patients



Si l'auto-examen de la poitrine ne remplace pas un examen clinique réalisé par un professionnel de santé, le moulage grandeur nature d'un buste féminin permet l'enseignement des techniques d'autopalpation.

et coûteux pour la collectivité. La prise en charge d'un seul cancer coûte 100 000 à 300 000 euros par an. »

Marie-Thérèse et son mari Dominique, 79 ans tous les deux, sont les témoins vivants de l'importance du dépistage précoce. « On se dit qu'on a une deuxième chance, il ne faut pas la louper », confie-t-elle, lors de l'escale du camping-car à Péri, commune de 2 000 habitants. « Nous sommes la preuve qu'on peut survivre même aux cancers les plus agressifs. C'est lors de la coloscopie de contrôle qu'on a découvert le mien », témoigne Dominique.

HPV pour les filles et les garçons

« En France, nous sommes également en retard concernant la vaccination HPV, regrette le Dr Carole Bertrand-Finance. Pourtant, grâce à une mobilisation massive et précoce, certains pays comme l'Australie et le Royaume-Uni sont en passe de faire disparaître le cancer du col de l'utérus sur leur territoire. »

Matthieu et Maysanne, 10 et 11 ans, qui font une halte devant le camping-car en rentrant de l'école, n'ont une connaissance que lointaine de sa généralisation depuis la rentrée scolaire 2023 pour les élèves de cinquième. « Vous pourrez en parler avec vos parents en rentrant à la maison », explique le médecin en leur tendant une documentation sur le sujet. Cette vaccination ne peut être réalisée qu'avec leur autorisation. Elle est recommandée pour toutes les jeunes filles et tous les garçons de 11 à 14 ans et peut contribuer à éradiquer ce cancer qui fait chaque année un millier de morts en France. Une condition à cela : qu'environ 80 % de la population soit vaccinée contre 37 % chez les filles et 9 % chez les garçons actuellement selon le ministère de la Santé et de la prévention (chiffres 2023).

En chiffres

Alexandre Roger

Entre 1990 et 2023

+ 98 % de nouveaux cas de cancers chez l'homme.

+ 104 % chez la femme.

Source : Institut national du cancer.

DÉCRYPTAGE

Décryptage

Photos : Frédéric Fromentin / Marie Molinaro / Le Bimsa



Un journal de A à Z

Les rotatives en action
Les puissantes rotatives de l'imprimerie du groupe Riccobono à Tremblay-en-France impriment à pleine vitesse (80 000 exemplaires à l'heure) les 70 000 exemplaires du magazine.

La fabrique DE L'INFORMATION

Votre magazine a fait évoluer sa maquette graphique en début d'année avec une mise en page claire et aérée, facilitant la lecture.

À cette occasion, l'imprimeur du *Bimsa* a accueilli l'équipe de rédaction à Tremblay-en-France, en Seine-Saint-Denis, pour assister au calage et à l'impression dans l'une des usines les plus sobres écologiquement d'Europe. Visite.

Le *Bimsa*, magazine tiré à 70 000 exemplaires, est diffusé :

- À tous les élus de la MSA, administrateurs, délégués cantonaux, ainsi que leurs suppléants.
- À tous les maires des communes rurales.
- À l'ensemble du personnel du réseau MSA (en version papier ou numérique).
- Aux députés, sénateurs, présidents des conseils départementaux et régionaux, conseillers économiques, sociaux et environnementaux.
- Aux ministres et secrétaires d'État, préfets, sous-préfets.
- Aux partenaires de la MSA de l'administration, de la sphère agricole, sociale ou médicale...
- Aux journalistes de la presse agricole et sociale.
- Aux établissements d'enseignement agricole.
- Aux abonnés individuels.



Coordination des métiers

L'impression du magazine mobilise une équipe d'experts : le bobinier alimente les machines en papier, le technicien d'impression assure la qualité des tirages, l'opérateur ajuste les couleurs et les manutentionnaires préparent les exemplaires pour la distribution, garantissant ainsi une production fluide et impeccable.



Contrôle des couleurs
Un opérateur ajuste les paramètres de couleur pour garantir une reproduction fidèle des images du magazine.

Le ballet des machines

Une vue panoramique des machines en plein travail, illustrant l'efficacité et la précision de cette usine qui est l'une des plus modernes d'Europe.



Engagement écologique
L'imprimerie utilise un procédé sans sécheur, sans eau et sans chimie avec des encres écologiques et des papiers recyclés et labellisés pour garantir une gestion responsable des forêts.



Passage de relais
Une fois les exemplaires du magazine terminés, les mêmes machines de l'imprimerie du groupe Riccobono à Tremblay-en-France se prépareront à imprimer les éditions du journal *Le Monde*, assurant une transition fluide et efficace entre les productions.

1



RÉUNION DE LANCEMENT D'UN NUMÉRO : planification initiale, discussion des thèmes et sujets à couvrir, répartition des tâches entre les membres de l'équipe.

2



RECUEIL D'INFORMATION ET RÉDACTION D'ARTICLES : recherche approfondie sur les sujets, interviews, déplacements en France et collecte de données sur le terrain, écriture des articles par les journalistes de la rédaction puis relecture et corrections par le secrétaire de rédaction.

3



MISE EN PAGE DU NUMÉRO : conception visuelle du magazine, placement des articles, photos, création d'infographies et d'illustrations.

4



BOUCLAGE : vérification finale des articles et de la mise en page, corrections, ajustements et dernières validations.

5



IMPRESSION : envoi du fichier final, production et vérification des premières copies avant tirage complet à Tremblay-en-France, dans les locaux de l'imprimeur Riccobono qui imprime également *Le Monde* et *Le Figaro*.



1



2



Période des moissons

SOS BUSARDS en détresse

En France, les busards nichent principalement dans les grandes cultures. Problème : au moment des moissons, les nids sont détruits par les machines. L'association Picardie Nature s'implique pour la sauvegarde de ces rapaces protégés par la loi depuis 1976, en collaboration avec les agriculteurs. Rencontre croisée.

On est en avril 2018. Alexandre Lecuyer agriculteur à Monceau-le-Neuf, dans l'Aisne, travaille dans ses champs quand il aperçoit un drôle de rapace gris survoler ses terres. Il ne ressemble pas à ce qu'il voit d'habitude. D'ailleurs, pour lui comme beaucoup d'autres agriculteurs, les espèces de rapaces se limitent aux buses et aux faucons crécerelles. Mais curieux et amoureux de la nature, il cherche à en savoir plus. Il ne sait pas encore que cette rencontre marquera le début d'une aventure dans la protection de ce rapace.

Il se met en tête de trouver de quelle espèce il s'agit. Il contacte alors un ami qui s'y connaît, dans les Alpes.

« Il m'oriente vers un fauconnier de la Nièvre, qui me dit qu'il s'agit sûrement d'un busard. » Ce dernier le renvoie à son tour vers un ornithologue dans la Marne, Alain Balthazard, l'un des meilleurs spécialistes du sujet en France. Et là, surprise ! « Il me confirme que c'est bien un busard ! Je suis étonné parce que pour moi, un rapace niche dans les arbres, les buissons, partout, sauf dans les champs ! Je réalise que sans le savoir, je les tue... » Le naturaliste poste un message sur un groupe de discussion pour trouver un relais local. Des confrères d'Amiens se rendent sur place et confirment la présence d'un busard, « mais pas celui qu'on pensait !, s'amuse Alexandre. Tandis qu'on s'attendait à tomber sur un Saint-Martin, c'était en fait un busard cendré, encore plus rare. Ils étaient ravis ! » L'agriculteur fait en sorte de protéger seul les nids durant trois ans avec les moyens du bord. Jusqu'au jour où son cousin lui rend visite. Ornithologue amateur, il note ses observations sur clicnat.fr, la base de données collaborative de l'association Picardie Nature [Ndlr, une association de protection

de la nature et de l'environnement]. « C'est à partir de là que j'ai rencontré Anne-Gaëlle de Picardie Nature et que l'aventure a commencé. » Il s'implique pour la bonne cause et fait tout pour prêcher la bonne parole autour de lui et auprès de ses pairs.

Sensibiliser les agriculteurs

« En France, les premiers busards nicheurs dans les cultures ont été aperçus vers la fin des années 70, explique Sébastien Legris, qui coordonne avec Anne-Gaëlle Mothé la mission de protection des busards en Picardie. À l'origine, ils nichaient exclusivement dans les milieux naturels, mais la forte pression exercée sur leur habitat dès les années 50 les a poussés à occuper les cultures agricoles. Aujourd'hui en Picardie, une espèce comme le busard cendré niche exclusivement dans les parcelles de céréales. »

Ces oiseaux migrateurs reviennent entre la fin mars et la mi-avril pour les périodes de reproduction, hormis pour le busard Saint-Martin dont une partie des individus est sédentaire. Ils s'installent dans les champs, à même le sol au milieu des cultures. Un problème quand on sait que la moisson et la période de reproduction coïncident. D'autant plus quand la saison des fauches est précoce. Le seul moyen de les sauver est donc de protéger les nids. Et surtout, d'effectuer un travail de collaboration entre les agriculteurs et les associations qui tentent au maximum de communiquer sur cette

Qui contacter ?

- Picardie Nature : 03 62 72 22 50
- SOS busards Hauts de France : 07 83 99 88 29
- LPO : 05 46 82 12 34



TERRITOIRES

1 Le busard est un rapace diurne de taille moyenne. En France, les principales espèces sont le busard cendré, le busard Saint-Martin et le busard des roseaux que l'on retrouve dans les Hauts-de-France. Toutes les trois sont menacées et le busard cendré est même considéré comme en danger.

2 Picardie Nature installe un carré de protection grillagé autour du nid où les petits busards ont été trouvés. La taille peut aller de 5 m² à 25 m² selon l'espèce. Ils resteront jusqu'à la mi-juillet au moment de l'envol des jeunes et après les moissons.

3 L'association et ses bénévoles, parfois accompagnés des agriculteurs, se rendent dans les champs et placent des cages, qui pourront permettre à l'agriculteur de faire le tour sans toucher au nid.

4 L'association Picardie Nature observe les champs pour trouver des parents busards qui les survoleraient. Le but est de les voir redescendre vers le nid pour pouvoir ensuite le localiser et le protéger. Ils utilisent également des drones pour les trouver.

problématique. Car sensibiliser les agriculteurs et obtenir leur collaboration conditionne en grande partie la réussite du sauvetage.

Pour protéger un nid, la méthode est simple : une fois repéré, l'association positionne un carré grillagé juste avant la moisson, ce qui permet aux agriculteurs de faucher sans y toucher. La personne chargée du suivi est présente sur le site lors du passage des machines. Autre avantage de ces cages : protéger le nid des prédateurs une fois la moisson effectuée.

À partir de la mi-avril, l'association et les bénévoles repèrent les parades nuptiales. Plus tard dans la saison, les individus font des passages de proie. « Le mâle amène un campagnol à la

femelle en plein vol puis elle retourne avec dans le nid. » Souvent, les nichées sont repérées quand la femelle décolle du nid. Et c'est là tout l'intérêt de la collaboration avec les agriculteurs qui sont sur le terrain. S'ils s'impliquent, c'est du temps de gagné pour l'association. « Quand je repère un busard, je contacte untel qui connaît untel et qui finira par me donner le contact de l'agriculteur qui cultive le champ, ce qui me permet de prévenir Picardie Nature pour qu'ils interviennent », note l'agriculteur. Un travail facile pour lui mais plus compliqué pour l'association qui peut avoir du mal à identifier les propriétaires concernés et perdre du temps. « Je suis tous les jours dans mon champ, contrairement à Anne-Gaëlle, souligne Alexandre Lecuyer. Mais elle, elle a le temps de venir repérer les nids. C'est une collaboration. » Il s'en amuse : « Avant, on trouvait ça bizarre de voir quelqu'un traîner autour de nos champs. Maintenant, on commence à la connaître dans le secteur avec sa paire de jumelles ! »

Les rapaces passent et les rongeurs trépassent

Parfois, les agriculteurs qui ne connaissent pas encore le travail de Picardie Nature sont hésitants par rapport à sa démarche. Mais pour l'association, tout le monde y gagne. D'abord, parce que la protection des busards est une obligation légale (loi du 10 juillet 1976). Les exploitants ne se prêtant pas au jeu risquent donc une amende. Mais surtout, quand la

collaboration est faite en bonne intelligence, les résultats sont là. « L'argument qu'on entend souvent, c'est la gêne entraînée par la cage de protection et la perte de récolte sur plusieurs mètres carrés », se désole Sébastien. Mais en réalité, ils ont plus à y gagner qu'à y perdre. « Les busards sont un vrai atout pour eux. Ils régulent la présence des petits rongeurs. Pour un couple de busards, c'est environ 1 000 campagnols consommés dans le champ par an. Un nid de campagnols peut quant à lui consommer 2 à 3 m² de céréales. C'est donc un service rendu pour les agriculteurs, qui limite la perte causée par les rongeurs. »

De plus, l'association met un point d'honneur à prendre en compte leur travail. « On fait tout pour ne pas le perturber. Si vraiment on ne peut pas laisser le nid, on le transporte en dernier recours, note Sébastien. On utilise alors une cage traîneau avec un fond grillagé qu'on déplace dans un autre champ. » Tout cela sans qu'ils ne déboursent un sou.

Coline Lucas

En chiffres

2 jeunes busards cendrés **sur** **3** sont sauvés grâce à l'action de Picardie Nature.

30 nids sont protégés par an par l'association en Picardie



© @lawatchait7 - Freepick

Vue aérienne d'un groupe d'agriculteurs travaillant dans une rizière au Cambodge. Dans ce pays, l'agriculture représente 22,2 % du PIB en 2024.



Partager le modèle MSA

Un régime agricole pour le **CAMBODGE**

Afin d'agir en faveur du développement de la protection sociale à l'international, la MSA ne cesse de s'impliquer dans des projets de coopération. Le plus récent concerne le Cambodge dont une délégation a été accueillie dans le cadre d'un accompagnement à la création d'un système de protection sociale pour les agriculteurs et le monde rural.

Paris-Bobigny et Poitiers ont été les deux étapes de la délégation cambodgienne présente en France du 24 au 31 mars. Mais le secrétaire d'État au ministère du Travail et de la Formation professionnelle, le directeur général par intérim du NSSF (la caisse nationale cambodgienne) ou la directrice-adjointe du département des investissements du fonds de sécurité sociale qui composent, entre autres, cette délégation, ne sont pas venus faire du tourisme. Ils sont là pour découvrir la sécurité sociale agricole *made in France*. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils n'ont pas chômé. « *Tous les jours, c'était presque du non-stop de 9 à 17 heures, témoigne Régine Laurence, directrice-adjointe de la MSA Poitou en charge des relations internationales extra-européennes. Ils ont été très assidus, très concentrés.* »

La première partie de la semaine s'est déroulée en région parisienne. À la Caisse

“ *Nous mettons à disposition notre savoir-faire, notre expérience pour qu'ils en tirent le meilleur.* ”

centrale, la délégation est accueillie par Thierry Manten, premier vice-président, qui présente le rôle politique de la MSA, des organismes professionnels et retrace la construction du régime agricole depuis plus de 100 ans. Elle rencontre ensuite Olivier Cunin, sous-directeur du travail et de la protection sociale au ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, avec qui sont abordées les questions législatives, du droit du travail appliqué à l'agriculture et des relations qui lient l'État et la MSA.

Gisèle Diallo, chargée de mission auprès de la division des affaires communautaires et internationales de la direction de la sécurité sociale leur présente quant à elle l'organisation globale de la sécurité sociale en France et son financement pour mieux appréhender les spécificités du régime agricole. Après des échanges avec Dominique Libault, président du Haut-conseil au financement de la protection sociale et directeur de l'École nationale supérieure de sécurité sociale, avec Luc Arnaud, directeur général du Gret (une ONG française qui œuvre au Cambodge et dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables et promouvoir la justice sociale), puis avec l'agence française de développement (AFD) et la direction générale de l'offre de soin, l'observation se poursuit à Poitiers.

« *La visite de la caisse de Poitiers a permis aux membres de la délégation*

tion d'avoir une vision plus précise de ce qu'on apporte en termes de prévention des risques professionnels, de santé-sécurité au travail, d'action sanitaire et sociale, rapporte Régine Laurence. Le premier jour, nous leur avons présenté le contexte général de l'organisation du régime, là, ils ont eu sa déclinaison dans une caisse locale. Pour les sensibiliser à l'importance de la proximité, nous les avons emmenés dans l'agence de Parthenay [commune des Deux-Sèvres de 10 000 habitants]. Cela leur a permis de comprendre comment elle fonctionnait concrètement : accueil sur rendez-vous, représentations de tous les métiers... »

Pour clore cette parenthèse poitevine, la délégation se rend sur l'exploitation de Jean-Marie Gautier, le président de la MSA Poitou, et y découvre ce qu'est une exploitation à taille humaine en France. Après une semaine riche en rencontres et en

partage de connaissances, la délégation rentre au Cambodge.

Fin de l'histoire ? Non. Cette visite n'est qu'un jalon de la mission que se sont vues confier la MSA Poitou et Régine Laurence au début de l'année 2024 : coordonner les territoires d'outre-mer et appuyer le développement d'une protection sociale adaptée aux exploitants cambodgiens. Celle-ci s'inscrit dans le cadre d'un partenariat signé en septembre 2023 avec le Gret.

« L'ONG a fait appel à nous en tant qu'experts, explique Régine Laurence. Le but est de les assister sur l'étude de faisabilité de mise en œuvre

d'une protection sociale et surtout sur le volet santé pour les agriculteurs et le monde rural en général. À la suite d'un séminaire en janvier avec les Cambodgiens et l'AFD, il a été convenu qu'une délégation viendrait découvrir notre régime. Une réunion-bilan est prévue pour savoir comment nous allons poursuivre nos travaux avec eux. Maintenant, il faut qu'ils nous disent vers quoi ils veulent aller. Nous irons ensuite sur place pour les aider, mettre à disposition notre savoir-faire, notre expérience pour qu'ils en tirent le meilleur. »

Frédéric Fromentin

La délégation cambodgienne, venue en France découvrir les spécificités du régime agricole, s'est particulièrement intéressée à la santé au travail et à la prévention des risques professionnels.



© MSA Poitou

Le royaume du Cambodge est situé dans la péninsule indochinoise. Il partage ses frontières avec la Thaïlande à l'ouest, le Laos au nord et le Vietnam à l'est.



© Freepick

La MSA Poitou s'internationalise

Si la mission institutionnelle de développement de partenariats hors Europe est confiée à la MSA Poitou, ce n'est pas un hasard. Son directeur, Pierre Pigeon, a déjà travaillé sur des projets similaires, notamment au Burkina Faso, et il s'est rendu au Cambodge au début des années 2000 pour travailler au développement de mutuelles de santé. Par ailleurs, la caisse, déjà très engagée dans ce genre de projets, est référente pour la Caisse générale de sécurité sociale (CGSS) de Guadeloupe depuis plusieurs années, de celle de Martinique depuis le 1^{er} juillet 2023 et gère la protection sociale de Saint-Barthélemy. Elle a donc une véritable expérience de gestion et d'appui à d'autres organismes.

Une expérience que partage Régine Laurence. En 2022, elle organise un webinar regroupant toutes les institutions cambodgiennes et présente, avec Pascal Cormery, alors président de la caisse centrale de la MSA, le régime agricole français avec sa spécificité. Moins d'un an plus tard, le partenariat avec le Gret est signé et la mission lui est confiée.



Julie Lemettais

DÉLÉGUÉE AUX DOIGTS DE FÉE

Pour son premier mandat, elle est administratrice du collège des salariés de la MSA Loire-Atlantique – Vendée. Julie Lemettais exerce le métier d'inséminatrice – elle fait des bébés veaux et chevreaux – et défend la place de la femme en agriculture. Une pionnière.

Elle se dépeint comme « *tête et déterminée, épanouie et libre* ». « *Tu n'y arriveras jamais* », lui disait un camarade d'école. « *Tu verras, mon coco !* », lui répondait-elle. « *Combative* » donc, mais avec des gants de velours ! Une double qualité qui la caractérise autant dans son activité professionnelle que dans l'exercice de son mandat d'élue de la MSA Loire-Atlantique – Vendée.

Julie Lemettais, 32 ans, est technicienne inséminatrice de vaches et de chèvres. Une activité qui se féminise. « *Au début, c'était cocasse, confie-t-elle. J'entendais des remarques du style : "Ta place est dans les bureaux, tu ne peux pas faire autre chose ?"* » Elle a rapidement trouvé le remède : « *Le monde agricole a beaucoup changé : il suffit de se faire une place en montrant sa détermination. Les femmes apportent quelque chose de plus doux, ce qui bénéficie à tout le monde* ».

« *Lors du dernier Salon International de l'agriculture, j'ai pu échanger avec Aurore Bergé, ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations (à droite sur la photo).* »

Depuis petite, Julie nourrit une passion pour le vivant. Alors qu'elle n'est pas issue du milieu paysan, elle s'oriente vers des études agricoles. Ce qui la mène vers une première approche de la reproduction dans les haras suivie d'une autre, décisive, auprès des bovins et des caprins. « *On travaille au grand air, on jouit d'une certaine autonomie, on est au contact des éleveurs et des animaux.* » Si ce n'est pas le bonheur, ça y ressemble. Car assurément, c'est ce qu'on appelle un métier-passion.

Sait-elle refuser quelque chose ? « *À mes éleveurs, rien. J'arrive toujours à m'arranger pour que tout le monde soit content.* » Alors c'est vrai, quelques astreintes : le week-end et les jours fériés, parfois au détriment des repas de famille. « *Je n'ai renoncé à rien, j'ai fait avec* », dit-elle en guise de *punchline*. Pour le coup, elle fait avec et ne renonce pas à ses passe-temps : le CrossFit et la cuisine (« *Tout ce qui est à base de beurre et de*

petits oignons rissolés »). Elle ne renonce pas plus à endosser la mission de référente harcèlement dans son entreprise, ni à accepter de se présenter aux dernières élections de la MSA. Et devient direct administratrice au premier mandat.

« *Je pensais que je ne serais pas énormément mobilisée mais finalement je me suis dit autant y aller à fond... En s'accrochant un peu, avec le soutien des équipes administratives et des autres élus, on s'en sort. En presque cinq ans, j'ai découvert le régime agricole, mis en œuvre pas mal d'actions, je suis montée sur scène lors de l'assemblée générale de la MSA Loire-Atlantique – Vendée et j'ai aussi discuté avec Aurore Bergé [ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations] au Salon de l'agriculture...* » Elle fait également partie de la commission sociale. Toujours dans la douceur. « *Quand les exploitants me parlent cotisations, je leur explique avec pédagogie tout ce à quoi elles servent.* »

Il est maintenant prévu qu'elle rempile. « *Ce serait dommage de s'arrêter là !* » Son combat : celui de la place de la femme en agriculture. Le congé menstruel, le congé maternité... « *Il faut toujours des pionnières pour ouvrir les portes et casser les codes. J'ai souvent été de celles-là. J'ai su m'imposer parce que j'aime ce que je fais.* » De quel meilleur étendard la MSA pouvait-elle rêver ?

Franck Rozé

On se dit presque tout

À quoi pensez-vous le matin au réveil ?
À l'imprévu. Il y a toujours un truc cocasse avec les éleveurs, les animaux, les collègues.

D'où venez-vous ? Pas de l'agriculture, en tout cas. Si j'y suis venue, c'est par pure envie et non par obligation.

Que défendez-vous ? Le bien-être du vivant, dont l'animal. J'ai été déléguée-enquêtrice à la société protectrice des animaux, ça m'a fait mal au cœur.

JOURNÉES NATIONALES DE L'AGRICULTURE

7.8.9
juin 2024
Éducation à
l'alimentation

4^e édition



Animations
Portes ouvertes
Visites
•
Venez découvrir
le monde agricole et
agroalimentaire !

Soutenu par
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Organisé par
#agridemain

MAKE.
ORG
FOUNDATION

Grands
marchés
U
Commerce équitable

B GROUPE
BONDUELLE
La nature, notre futur

Ministère
PANZANI
RUNGIS
Marchés agricoles

Soutenus
INRAE
BIO
INVIVO
AEMA
Région
Ile-de-France
Fédération
Fondation
AVRIL
semoe
Partenaires
associés
e.d.
Partenaires
média
france+tv
radiofrance
bleu



© Patrice Maurein/CCMSA Image

Le 29 février, Terre ma vie a fait escale au Salon international de l'agriculture. Les élèves du lycée nature et services de Sannois ont proposé au public une démonstration des pratiques horticoles. Les 750 visiteurs du stand de la MSA sont repartis avec un pot de fleurs et de nouvelles connaissances.



#TerreMaVie

Le forum des métiers du vivant D'ÎLE-DE-FRANCE

La diversité des métiers agricoles est sans commune mesure. Et la première région agroalimentaire n'a rien à envier au reste de l'Hexagone. Mais, comme ailleurs, l'Île-de-France fait face aux difficultés du renouvellement des générations et du manque de main-d'œuvre. Afin d'attirer les jeunes et les personnes en reconversion professionnelle vers ces métiers passionnants mais moins connus des franciliens, les caisses locales de la MSA, du Crédit agricole et leurs partenaires ont imaginé un forum dédié aux métiers du vivant. Pour cette deuxième édition, #TerreMaVie a fait six étapes sur tout le territoire de janvier à mai. Moments choisis.

Textes : Marie Molinaro



© MSA Île-de-France

L'inauguration officielle s'est tenue le 18 janvier lors de la première étape du forum au lycée nature et services des Apprentis d'Auteuil de Saint-Jean à Sannois, dans le Val-d'Oise.

Parmi les invités présents (de gauche à droite) : Daphnée Ketley (comité régional d'équitation d'Île-de-France), Jade Housay, (association Fibois), Denis Fumery, (agriculteur, vice-président du Conseil d'administration du Crédit agricole d'Île-de-France et délégué MSA), Damien Greffin (Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles), Olivier Hue (président de la MSA Île-de-France), Laurence Gohmann et Laurence Stey (Apecita), Cyril Alavoine (sous-préfet d'Argenteuil), Laurent Pilette (directeur de la MSA Île-de-France), Vincent Daubigny (Ociapiat), Anne Richard, (direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt), Grégoire Albert (directeur du campus Saint-Jean). Cette année, France Travail et le réseau Bienvenue à la ferme étaient également partenaires de l'action.

Dernière étape de Terre ma vie le 14 mai à l'école du Breuil, située dans le parc de Vincennes à Paris. Antonia et Anaïs, 15 et 16 ans, élèves en première année de certificat d'aptitude professionnelle agricole (CAPa) jardinier-paysagiste : « C'était intéressant de pouvoir discuter, faire des quiz... On avait des questionnements sur l'agriculture, et ses différences avec la filière paysage ; c'est intéressant de voir les autres métiers du monde agricole, d'éventuelles possibilités pour plus tard. » Déjà passionnées par la conception artistique, les deux jeunes filles passent en Bac Pro l'année prochaine.



© Marie Molinaro/Le Bimsa

Charger des ballots sur une remorque, guider la moissonneuse, conduire un tracteur de nuit en ville... le simulateur de conduite d'engin agricole de l'association Aprodema attire toujours autant les visiteurs. Mais il n'est pas là que pour son aspect ludique : peu connus, les métiers de l'agroéquipement (mécanicien, technicien, conducteur, commercial, inspecteur...) attirent pourtant les jeunes et ont de nombreux débouchés.



© Marie Molinaro/Le Bimsa

L'Île-de-France en chiffres

- **61 212** actifs agricoles adhérents à la MSA Île-de-France en 2023 (+ **1,2 %** en un an), dont **53 903** salariés et **7 309** chefs d'exploitation ou d'entreprise.
- **1^{er}** bassin de consommation alimentaire en France.
- **49 %** de terres agricoles, soit près de **569 000** hectares, et **24 %** de bois, forêts, rivières et étangs.
- **92 %** des terres cultivées dédiées aux grandes cultures (céréales, oléo-protéagineux, betteraves...).
- **19 800** emplois en filière maraîchage. La région est en première place pour certaines cultures maraîchères comme le cresson et le persil.
- **440** exploitations d'élevage (volailles, bovins et ovins en tête).
- **659** emplois en horticulture-pépinière.
- **34 826** salariés en filière bois-forêt en 2023.

Chiffres : MSA, Agriculteurs d'Île-de-France, Agreste 2020.



© MSA Île-de-France

Parmi les métiers du vivant, il ne faut pas oublier les filières équine et bois. Le 8 février, à l'Agro Campus de Saint-Germain-en-Laye-Chambourcy, dans les Yvelines, qui propose un CAPa palefrenier-soigneur, la garde républicaine est venue parler du métier et du monde équestre. Le comité régional d'équitation d'Île-de-France renseignait par ailleurs les curieux lors des différentes étapes du forum. La filière forêt-bois n'était pas en reste grâce à l'association Fibois et son quiz sur les différentes essences.

Olivia, en reconversion professionnelle, se renseigne sur le stand de l'Union nationale des entreprises du paysage. À la suite d'un burnout, cette Essonnoise de 31 ans qui travaillait dans la certification environnementale dans le bâtiment, souhaite devenir hortultrice-pépiniériste. « Après deux ans d'arrêt, j'ai besoin d'être plus près de la nature, de toucher la terre. Je suis actuellement en CDD d'insertion dans le maraîchage, au jardin de Coccagne de Vauhallan. J'aime l'idée de voir une plante grandir, de la soigner mais surtout de la suivre pendant longtemps, contrairement à la saisonnalité du maraîchage. Je suis donc venue me renseigner sur les formations, les métiers en espaces verts que je ne connaîtrais pas. Et il y en a beaucoup. »



© Marie Molinaro/Le Bimsa



© Simon Playoult/Le Bimsa

Audrey Gondallier, animatrice de l'association Formation, animation, participation (La FAP), Lucile Dujour, chargée de prévention, Soizic Cayer, responsable du service prévention santé à la MSA de Picardie, et Marie De Souza de La FAP.



Réseaux sociaux

Être à sa place **DANS LA CLASSE**

En partenariat avec des associations locales, la MSA de Picardie a créé le dispositif « Bien dans ma tête, bien dans mes baskets ». Des interventions sont proposées en milieu scolaire pour accompagner les élèves vers le mieux-être. Immersion au collège de Formerie, dans l'Oise.

Chaises placées en cercle, tables plaquées contre les murs. En ce jeudi après-midi, la salle de cours de ces élèves picards de 4^e s'est métamorphosée. Audrey Gondallier et Marie De Souza les accueillent et chamboulent le planning. « On va vous parler des réseaux sociaux aujourd'hui », introduisent les deux animatrices de l'association Formation, animation, participation (La FAP). « Qui les utilise parmi vous ? Tout le monde ! Alors, c'est parti ! »

Échanger sans se juger

Algorithmes, données, dangers des écrans pour la santé, pollution, cyberharcèlement, fake news... Sur la thématique du jour, aucun sujet n'est laissé de côté. Marie et Audrey sont sollicitées par la MSA de Picardie dans un but précis :

Parents et professeurs inclus dans le projet

En plus du jeune scolaire, le dispositif « Bien dans ma tête, bien dans mes baskets » intègre parents et professeurs. Des rencontres avec des intervenants spécialisés sont organisées pour apporter des clés de compréhension à l'entourage complet des adolescents.

mener à bien des ateliers ciblés comme celui-ci dans plusieurs établissements, en particulier les lycées agricoles et les Maisons familiales rurales (MFR). « Elles sont expertes pour encourager et faire s'exprimer le jeune public sur des problématiques sensibles », souligne Soizic Cayer, responsable du service prévention santé à la MSA de Picardie. Les outils et méthodes utilisés sont issus de l'éducation populaire, relevant de la participation collective. »

Ainsi, petits ateliers, jeux de rôles, saynètes et questionnaires permettent rapidement à ces collégiens isariens d'extérioriser leurs pensées, opinions ou sentiments. « Il y a beaucoup de mensonges à la télé, je trouve que c'est plus simple de s'informer sur les réseaux », manifeste Melvin. « On arrive parfois mieux à y exprimer notre ressenti que dans la vie réelle », confie Ambre. « L'objectif est de délier la parole, d'échanger en groupe sans se juger et de s'écouter, indique Audrey Gondallier. L'adolescence, et les changements que cette période implique, peut être vécue de manière singulière, et certains facteurs peuvent impacter le bien-être. » Marie De Souza confirme : « Grâce à cette parenthèse dans leur quotidien, nous leur proposons une sorte de bulle d'expression et répondons avec bienveillance aux questionnements ou interrogations. »

Selon les classes dans lesquelles elles interviennent, les animatrices parlent identité, gestion des émotions, addictions, appartenance aux groupes, violences ordinaires

En chiffre

5 % des écoliers du CE2 au CM2 et **6 %** des collégiens sont touchés par le harcèlement scolaire, d'après une étude du ministère de l'Éducation nationale publiée début 2024.



Durant l'intervention sur les réseaux sociaux, les élèves ont pu constater et comparer leurs temps d'écran.

ou vie affective et sexuelle. Sans tabou. C'est là tout le leitmotiv de la démarche « Bien dans ma tête, bien dans mes baskets ». « Son point de départ a été la période post-Covid, explique Soizic Cayer. Nous avons eu beaucoup de remontées de terrain nous alertant des conséquences qu'avait pu provoquer l'isolement en milieu rural, en particulier chez les jeunes. » « Il était important d'agir par des actions sur les territoires, poursuit Lucile Dujour, chargée de prévention. La finalité de ce programme est aussi de faire remonter et signaler les situations de souffrance ». Les lieux d'enseignement accompagnés par la MSA s'engagent pendant deux années scolaires à mettre en place des interventions au sein de leurs structures et à poursuivre leur implication vers le mieux-être des élèves. Un enjeu de réussite majeur.

Simon Playout

Pour aller plus loin :

education.gouv.fr/premiers-resultats-statistiques-de-l-enquete-harcèlement-2023-380517



Dessiner pour alerter dans l'Hérault

Transmettre des messages grâce à une bande dessinée. C'est le vaste projet collectif au sein duquel se sont investis des élèves de seconde du lycée agricole Marie-Sagnier situé à Clermont-l'Hérault durant leur année scolaire. Soutenus par Languedoc accompagnement (pôle de développement social des territoires), le planning familial (association d'éducation populaire) et la MSA du Languedoc, 16 lycéens ont imaginé et créé de toutes bulles une BD sur le thème du harcèlement scolaire. Cette action de sensibilisation est à l'initiative de Gloria Cabanel, déléguée MSA, accompagnée de plusieurs autres élus bénévoles qui ont souhaité s'investir pour cette grande cause. « Nous sommes allés à la rencontre des élèves en octobre dernier pour évoquer avec eux la problématique et leur présenter le projet », indique Johanna Piton, animatrice de la vie institutionnelle à la MSA du Languedoc. « Cette rencontre a été une véritable prise de conscience pour ces jeunes qui ont réalisé que certaines plaisanteries pouvaient se traduire comme du harcèlement si elles se faisaient de manière répétée », poursuit Sylvie Parenti, responsable des relations publiques. Il y a eu des témoignages émouvants. Nous ne sommes pas sortis indemnes de cet atelier mais cette séance a soudé les élèves qui se sont impliqués de plus belle dans le processus de création. » Ces derniers ont donc choisi de matérialiser leurs idées et ressentis en créant une bande dessinée numérique à l'aide d'un outil mis à disposition par la Bibliothèque nationale de France. « Décembre et janvier ont été consacrés à la mise en commun des idées pour la réalisation du scénario puis à la conception de planches, de cartouches et de croquis », résumet les responsables. Les élèves ont imaginé plusieurs histoires et c'est celle de l'expérience poignante du personnage d'Anna, souffrant de harcèlement, qui a été choisie pour la BD. Finalisée au mois de mars, l'œuvre est désormais accessible à l'ensemble des lycéens de l'établissement héraultais. « Le résultat est bluffant, ils peuvent être fiers de leur travail, souligne Johanna Piton. D'autant plus qu'ils deviennent les ambassadeurs des messages auprès des autres élèves, et au-delà dans leur milieu amical et familial. Nous avons même été sollicités par d'autres structures scolaires pour dupliquer le projet. Ce sera le cas prochainement dans le Gard et la Lozère. » Quand expression et prévention vont de pair.



ACCUEILLIS À PATTES OUVERTES !

C'était un problème pour beaucoup de résidents : au moment d'entrer en maison de retraite, ils devaient bien souvent se séparer de leur animal de compagnie. Une nouvelle loi autorise désormais leur boule de poils à les accompagner.

On n'abandonne pas Milou dans un coin ! C'était, jusqu'à maintenant, ce que beaucoup de personnes âgées pouvaient se dire quand elles devaient se rendre en maison de retraite. En plus de faire le deuil de leur maison, elles devaient aussi faire celui de leur animal. Un double choc pour ces personnes ayant vécu de nombreuses années auprès de leur fidèle compagnon. Pour certaines, hors de question

de les quitter, allant même jusqu'à refuser d'intégrer les établissements.

Les bénéfices pour les humains de côtoyer des animaux, notamment dans les maisons de retraite, ne sont plus à démontrer. Rompre la solitude, stimuler la mémoire, la mobilité... Comme de véritables thérapeutes, leur présence auprès de personnes âgées améliore le bien-être moteur et cognitif des résidents.

Des bienfaits qui semblent avoir été entendus par le gouvernement. Car, bonne nouvelle ou « wouf » pourrait-on dire, il est désormais possible de déménager dans ces établissements accompagné d'un chat, d'un chien, d'un poisson rouge ou encore d'un canari. Tandis que 86 % des Français interrogés par l'Ifop/Fondation 30 millions d'amis en 2024 se disent favorables à cette initiative, la loi Bien

DES ASPECTS PRATIQUES ENCORE À DÉFINIR

Une bonne nouvelle pour les résidents des presque 7 500 structures en France mais qui, dans la pratique, reste tout de même à définir. Pour être admis, les propriétaires devront être autonomes et pouvoir « assurer les besoins » de leur petit compagnon tout en « respectant les conditions d'hygiène et de sécurité » indique le texte. Se pose aussi la question de savoir qui sera en charge des animaux dans l'établissement et ce qu'ils deviendront en cas de décès du maître.

Un arrêté viendra préciser ces conditions, ainsi que les catégories d'animaux pouvant être accueillis.

vieillir autorise désormais l'accueil des animaux de compagnie des résidents en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) et en établissement de santé. Promulguée le 8 avril, elle comporte une série de mesures visant à prévenir la perte d'autonomie et à combattre l'isolement des personnes âgées dont le droit à s'installer avec son animal.

Jusqu'à maintenant, l'accueil ou non d'un animal en Ehpad était laissé à la discrétion de la structure. Dans les maisons d'accueil et de résidence pour l'autonomie (Marpa), accueillir les animaux fait partie de leur politique depuis le début. Le but de ces établissements lancés par la MSA est que les résidents se sentent chez eux : ils peuvent donc y ramener leurs meubles, mais aussi leur compagnon de vie !

Coline Lucas



Retrouvez-nous sur le web

Consultez lebimsa.fr pour découvrir plus d'informations de vos régions et vous inscrire à notre newsletter.

lebimsa.fr

